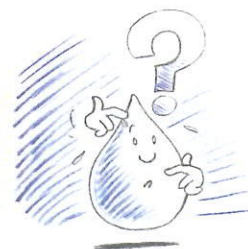




S . A . T

Syndicat Intercommunal Armagnac Ténarèze
Services des Eaux et de l'Assainissement

NOTICE EXPLICATIVE CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Rappel législatif

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et ses textes d'application ont institué un **cadre légal pour l'assainissement non collectif**.

La loi précitée est une réglementation de **police** qui s'applique à l'ensemble des **communes du territoire français**.

Elle **oblige** les communes à se doter de services publics d'assainissement non collectif (SPANC).

Le Syndicat Armagnac Ténarèze a créé son SPANC depuis le 01 janvier 2005

Objectif de la loi sur l'eau

L'objectif principal de cette loi est de **protéger l'eau** (superficielle, nappe phréatiques, nappes souterraines,...)

Eviter les rejets directs polluants (rejets d'eaux non traitées, rejets intempestifs,...) qui peuvent à plus ou moins long terme générer **une dégradation des ruisseaux et des nappes**.

En ce qui concerne l'assainissement non collectif « elle » dit que **la filière dite infiltration doit être favorisée** en tenant compte des critères techniques du DTU et **des capacités du sol à pouvoir l'accepter**.



L'équilibre budgétaire du service

Conformément à l'article L.2224-1, il est stipulé que le budget d'un tel service doit être **équilibré en recettes et en dépenses**, il en résulte que les dépenses du service doivent obligatoirement être couvertes par les produits d'exploitation. **Le préfet et le juge des comptes** font respecter ce principe, ce qui peut avoir pour conséquences **le redressement des budgets** des services non votés en équilibre.

VOTRE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



Un rôle de conseil

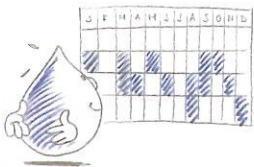
Le SPANC vous **informe** en matière de **législation** sur l'assainissement non collectif, **sur les normes de construction** des dispositifs, sur la **définition de la filière** à mettre en place (Création, réhabilitation ou mise en conformité) dans le cas où le terrain a fait l'objet d'une **étude préalable** (carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif)

Non soumis à redevance

Contrôle de conception, implantation et bonne exécution lors d'une création ou d'une réhabilitation

- ❑ **Harmoniser nos visites** en fonction de l'avancement des travaux
- ❑ **Constater la bonne mise en place** des divers éléments (dégraisseur, canalisations, fosse toute eaux, ...)
- ❑ Lors de la **création d'un filtre à sable**, venir lors de la pose des **drains récupérateurs** et revenir lors de la pose des **drains de répartition**.
- ❑ **Vérifier l'aération du système** et les écoulements
- ❑ Récupérer les données matériaux
- ❑ **Etablir le certificat de contrôle de bonne exécution des travaux.**

Cette visite ne sera réalisée qu'une fois et servira de base pour organiser la visite de contrôle du bon fonctionnement (environ 4 ans). **Coût 255 € TTC**

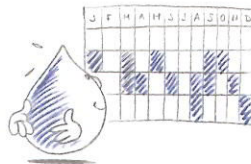
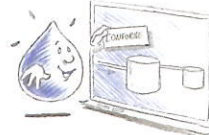
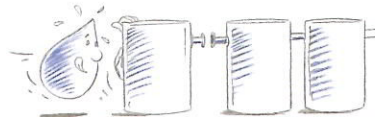


Visite diagnostic des installations

Cette mission consiste, **conformément à la loi**, à :

- ❑ Etablir un planning de visites avec **courrier au pétitionnaire** en lui demandant de **rendre accessible les regards**
- ❑ Etablir un **état des lieux** avec descriptif du traitement actuellement en place
- ❑ **Vérifier l'incidence** sur le milieu récepteur
- ❑ **Analyser**, le cas échéant, le **risque sanitaire**
- ❑ **Préconiser des travaux de réhabilitation** en fonction de la loi et des contraintes terrain
- ❑ **Conseiller** le pétitionnaire
- ❑ Etablir un **compte rendu** qui sera remis à l'intéressé, à la mairie et à l'agence de l'eau

Cette visite ne sera réalisée qu'une fois et servira de base pour organiser la visite de contrôle du bon fonctionnement (environ 4 ans). **Coût 120 € TTC**



Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des installations

Cette mission, qui s'effectue **4 ans** après d'une part la création ou la réhabilitation d'un traitement, ou d'autre part la visite diagnostic, consiste conformément à la loi, à :

- ❑ **Etablir un planning** de visites avec **courrier au pétitionnaire** en lui demandant de rendre **accessible les regards**
- ❑ **Vérifier la quantité** de boues au sein de la fosse
- ❑ **Préconiser une vidange** ou pas
- ❑ **Vérifier l'incidence** sur le milieu récepteur
- ❑ **Analyser**, le cas échéant, le **risque sanitaire**
- ❑ **Conseiller** le pétitionnaire
- ❑ Etablir un **compte rendu** qui sera remis à l'intéressé, à la mairie et à l'agence de l'eau

Cette visite sera réalisée tous les 4 ans environ. **Coût 70 € TTC**